

LA BANQUE D'ALGÉRIE SE PRONONCE

Le taux de change du dinar reste apprécié

La dépréciation de la monnaie nationale par rapport à l'euro et au dollar, la Banque d'Algérie en prend acte mais assure qu'«en dépit» de la volatilité des cours des changes des principales devises, le taux de change effectif réel du dinar est «aujourd'hui encore apprécié par rapport à son niveau d'équilibre».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon une note d'information relative au marché interbancaire des changes, diffusée hier, la Banque d'Algérie observe que le niveau d'équilibre est calculé par rapport à des fondamentaux dont le différentiel d'inflation qui «enregistre un amenuisement au cours de ce second semestre 2013 et donc une tendance à l'amélioration».

Certes, l'Autorité monétaire constate que «les marchés financiers connaissent une volatilité liée aux problèmes inhérents à la situation difficile de l'économie mondiale en transition en 2013». Et cette volatilité «accrue depuis mai-juin 2013 concerne les marchés de change à travers le monde et affecte particulièrement certaines économies émergentes et en développement», souligne la note.

En conséquence, «si l'économie nationale est à l'abri de la volatilité des flux de capitaux qui affecte durement certaines économies émergentes en 2013, la

valeur externe de la monnaie nationale subit dans une certaine mesure l'effet de la volatilité des marchés de change liés aux risques pesant sur les perspectives à court terme de l'économie mondiale».

Quant à l'évolution récente des cours du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar américain, la Banque d'Algérie appelle à «la lire à la lumière des effets de la volatilité financière externe en cours, mais aussi à travers l'observation des séries chronologiques des cours du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar américain pour les cinq dernières années».

Compte tenu notamment de l'évolution des principales devises et du différentiel d'inflation, l'autorité monétaire indique que les cours de change du dinar ont évolué entre 91,1308 et 109,0478 dinars pour un euro au cours de l'année 2009.

Pour les années 2010 et 2011, ils ont varié entre 91,0519 et 108,3513 puis entre 98,3363 et 106,5322 dinars pour un euro. Au



Objectif de la Banque d'Algérie atténué l'impact de la volatilité financière.

titre de 2012, ces cours se sont situés entre 99,6138 et 107,0015 dinars pour un euro.

Par rapport au dollar américain, pour l'année 2012 par exemple, les cours du dinar ont évolué entre 73,8092 et 82,0954 dinars pour un dollar. Ainsi, à la lumière de ces tendances «observées», l'on note que l'évolution récente du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar américain est corrélée», dans une large mesure, au

taux euro-dollar en contexte de volatilité financière accrue, ajoutant que «les cours du dinar vis-à-vis du dollar observés ces derniers mois sur le marché interbancaire des changes sont en deçà de taux formés antérieurement».

Pour ce qui est de l'euro, les cours observés sur le marché interbancaire des changes sont légèrement dépréciés, en contexte de forte appréciation de l'euro par rapport au dollar.

Ce faisant, la Banque d'Algérie avait rappelé auparavant que la politique de taux de change qu'elle poursuit depuis la seconde moitié des années 1990 a pour objectif la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar à son niveau d'équilibre de moyen terme, d'autant que «la solidité de la position financière extérieure nette reste aujourd'hui le principal ancrage à la stabilité financière en Algérie».

En outre, la note indique que les cours de change du dinar vis-à-vis des principales devises sont déterminés de manière flexible sur le marché interbancaire des changes en fonction de l'offre et de la demande. Ainsi, «la valeur externe du dinar est fixée au taux du marché interbancaire des changes où interviennent, au côté de la Banque d'Algérie, dix-neuf banques de place», précise-t-on.

Dans ce cadre, la Banque d'Algérie «affine son monitoring de l'évolution des marchés financiers et des changes pour mieux «calibrer» ses interventions sur le marché interbancaire des changes, en vue d'atténuer l'impact de la volatilité financière inhérente à la phase de transition de l'économie mondiale sur l'économie nationale».

C. B.

CONTRIBUTION

Quel avenir pour l'économie algérienne ?

Par D' Ahmed Benbitour

L'Algérie jouit d'une aisance financière confortable dans ses relations avec le reste du monde, puisque son stock de réserves de devises déposées à l'étranger couvre quarante mois d'importations. Mais son économie demeure, plus que jamais, dépendante et volatile.

Dans ses échanges avec le reste du monde, l'Algérie s'appuie sur les exportations d'hydrocarbures à près de 100% pour financer sa Balance des Paiements ; alors que la fiscalité pétrolière et les autres revenus tirés de ces mêmes exportations représentent près de 75% des recettes budgétaires totales.

Ceci, face à une baisse tendancielle confirmée des réserves de pétrole et de gaz et de leur production. En même temps qu'une augmentation sensible de la consommation nationale d'énergie et une augmentation importante des importations de biens et services.

En plus de la dépendance des hydrocarbures, il y a la dépendance alimentaire, puisque 75% des calories consommées par les Algériens sont importés.

C'est une économie volatile. L'évolution des paramètres d'exploitation des hydrocarbures est très inquiétante.

Durant la décennie 2000-2010, les réserves de pétrole restantes ont baissé de -7,4%. Celles du gaz de -35,7%. La production est en baisse tendancielle depuis 2006. Alors que la consommation interne a augmenté sur la même décennie de +77% pour le pétrole et +36,5% pour le gaz.

Il faut noter le décalage important entre les déclarations officielles et les résultats enregistrés.

En janvier 2006, le ministre de l'Energie annonçait la production de 100 millions de tonnes de pétrole et l'exportation de 85 milliards de mètres cubes de gaz en 2010.

Les chiffres enregistrés sont de 65,3 millions de tonnes de pétrole produites, de 57,3 milliards de mètres cubes de gaz exportés.

Les importations de marchandises sont passées de 9,48 milliards US\$ en 2001 à 45,10 milliards US\$ en 2011, alors que celles des services (transports à l'étranger, assistance technique, grands travaux, salaires étrangers...) sont passées de 2,44 milliards US\$ en 2001 à 12,30 milliards US\$ en 2011, soit une augmentation de 500%.

La volatilité est confirmée par l'entrée dans l'amenuisement de la rente.

La production totale d'hydrocarbures est tombée de 85,60 millions de tonnes en 2006 à 71,30 millions de tonnes en 2011, soit une baisse de -16,7%.

Les exportations sont passées de 73,80 millions de tonnes à 57,90 millions de tonnes, soit une baisse de -25,6% sur la même période.

Cette baisse de volumes ne s'est pas répercutée sur la valeur des recettes d'exportations, grâce à l'augmentation des prix qui a atteint 70%, passant de 65,85 US\$ par baril en 2006 à 112 US\$ en 2011.

Mais, si les prix ont augmenté de 70%, les valeurs d'exportations n'ont augmenté que de 33,7%, confirmant ainsi la baisse de la production et l'augmentation de la demande nationale d'énergie.

Qu'en sera-t-il en 2016 ?

Si nous faisons l'hypothèse de la même tendance enregistrée durant les cinq années 2006-2011, le volume de production totale d'hydrocarbures se situerait, en 2016, à 59 millions de tonnes et celui des exportations à 43 millions de tonnes.

C'est une hypothèse qui devrait être considérée comme optimiste, puisqu'elle suppose qu'il n'y aura pas de dégradation dans la gestion des affaires publiques.

Pour maintenir les équilibres budgétaires, il faudrait un prix de baril à 190 US\$ en 2016 !

Doit-on continuer à hypothéquer l'avenir de la Nation algérienne en pariant sur l'augmentation des prix à l'exportation ?

Ceci dans un contexte caractérisé par

des augmentations importantes des dépenses budgétaires. Le budget de fonctionnement était en augmentation de 50% en 2011 par rapport à celui de 2010.

De même, la baisse sensible des exportations en volume des hydrocarbures. Tout ceci, dans le contexte, d'une baisse des réserves d'hydrocarbures restantes.

Bien entendu, on peut avancer l'argument de l'exploitation de pétrole et de gaz non conventionnels, gaz de schiste, notamment. Qu'en est-il ?

Cette exploitation n'aura de sens que si elle s'inscrit dans une stratégie de transition énergétique bâtie sur un système équilibré et durable que procurent les sources d'énergie renouvelables : solaires, conversion d'hydrogène, etc.

Il serait hasardeux pour l'avenir de la Nation, de remplacer l'utilisation des ressources non renouvelables par d'autres ressources non renouvelables, sans l'inscrire dans une stratégie globale de développement nouvelle !

Le défi est énorme.

D'abord, trouver de nouvelles sources énergétiques pour satisfaire la demande nationale ainsi que de nouveaux moyens de financer les importations et le budget de l'Etat.

Ensuite, réussir la transition énergétique par la décentralisation de l'énergie comme source de bien-être de proximité, créant ainsi une société stable, indépendante, équilibrée et une occupation optimale du territoire. Aussi, l'exploitation de ces nouvelles sources d'énergie comme un moteur de développement technologique de pointe, maîtrisé par les compétences nationales.

Pour définir une politique d'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels, il faudrait disposer d'informations fiables sur les ressources en place qui dépendent de la géologie ; sur les ressources techniquement recouvrables qui dépendent de la technologie ; sur les ressources économiquement recouvrables qui dépendent du calcul économique. Sans négliger les contraintes environnementales.

Si nous n'avons pas d'inquiétude sur les ressources en place, leur exploitation technique et économique est loin d'être rassurante.

Il faut noter le déclin rapide de la production de ce type de forages en vertical et en horizontal.

La production de la deuxième année d'exploitation ne représente plus que 30% de celle de la première année. Celle de la troisième année 20%.

Autrement dit, à partir de la troisième année, ces forages ne produisent que moins du cinquième de la production de la première année. Le coût d'achat de ce type de forage est au moins cinq fois plus élevé que celui des forages verticaux actuels.

Reste, la contrainte technologique la plus importante, c'est la disponibilité à la vente de ce type de forages.

Une fois leur utilisation généralisée à travers le monde, il faudra produire une quantité importante de ces forages. L'industrie ne pourra pas faire face, d'où le renchérissement prévisible sur les prix de vente et les longues listes d'attente sur la livraison.

Sur le plan économique, lorsque l'Algérie sera capable de dépasser la contrainte technologique, les hydrocarbures seront exploités dans une grande partie des pays à technologie plus avancée que nous, en Europe, en Amérique et en Asie. Les produits pétroliers seront disponibles partout dans le monde.

Avec une offre importante, les prix de vente seront bas, alors que les coûts de production seront élevés.

Nous sortirons alors de la situation de la rente pour entrer dans celle de l'autosuffisance, dans le meilleur des cas.

Où trouver les ressources pour financer les importations alimentaires et le budget de l'Etat, qui ne peuvent qu'aller en augmentation sans une refondation fondamentale de notre économie ? La rente ne sera plus là !

Nous sommes bien installés dans l'étape d'amenuisement de la rente ! C'est l'hypothèque sur l'avenir de la Nation.

A. B.